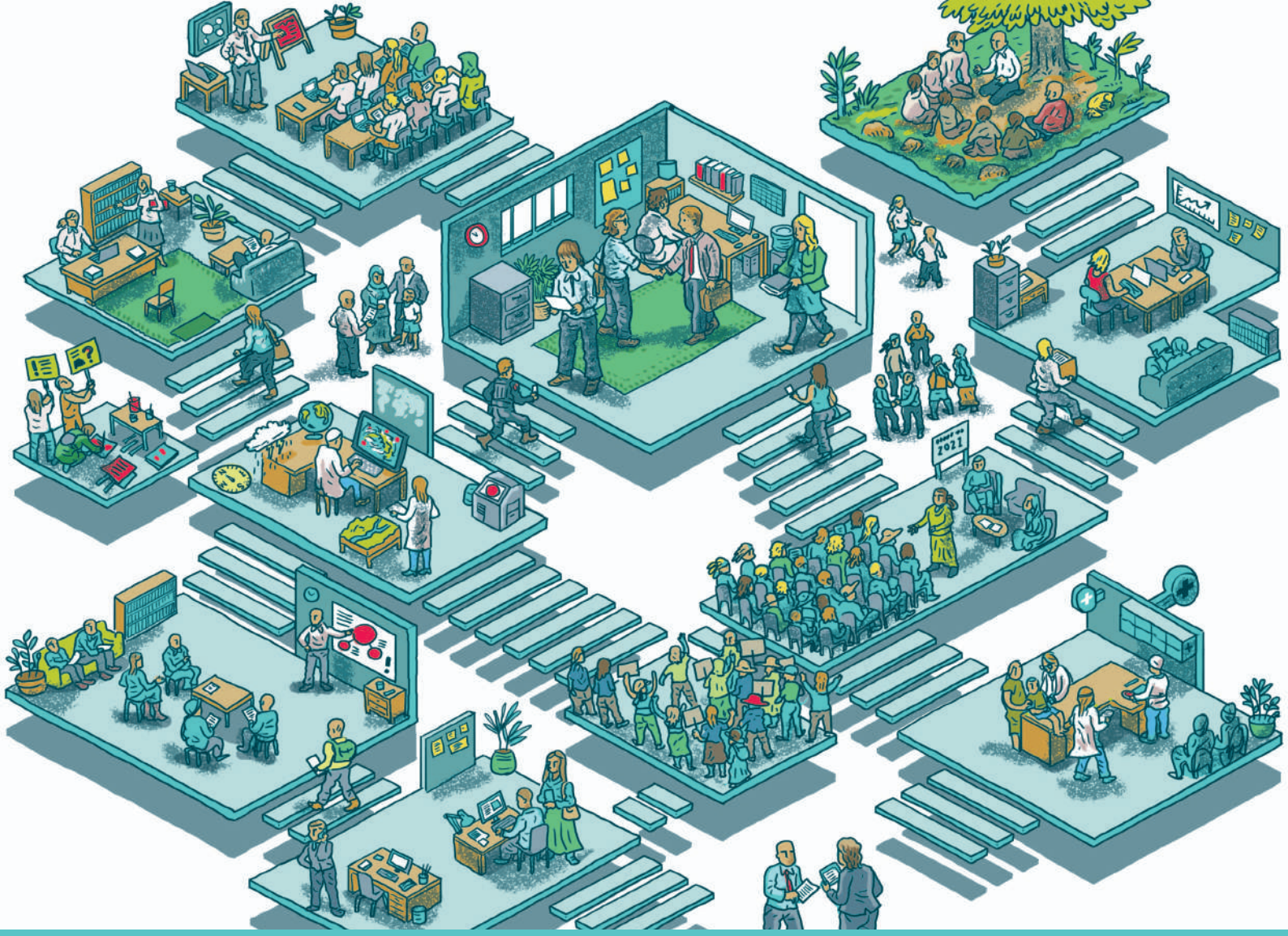


RÉSUMÉ

Renforcer l'environnement favorable à la société civile

DONNÉES ET PRIORITÉS D'ACTION

Une perspective de Forus pour la prochaine phase de mise en œuvre de la Recommandation du CAD de l'OCDE sur le renforcement du rôle de la société civile dans la coopération au développement et l'aide humanitaire

Septembre 2026

forus CONNECT SUPPORT INFLUENCE



Résumé

1. Contexte : un environnement de l'espace civique en mutation rapide

LA SOCIÉTÉ CIVILE évolue dans un environnement mondial de plus en plus contraignant et complexe. Partout dans le monde, les organisations sont confrontées à la fois à des lois restrictives, des charges administratives, des sources de financement en baisse et soumises à davantage de conditions, à la surveillance numérique **et au harcèlement**, ainsi qu'à une montée en puissance des discours publics remettant en cause la légitimité de la société civile. Parallèlement, le paysage de la coopération au développement connaît des changements significatifs. Les budgets de l'aide sont sous pression, les priorités géopolitiques évoluent, et le financement du développement est de plus en plus façonné par les enjeux de sécurité, l'engagement du secteur privé et la restructuration multilatérale. Ces dynamiques affectent directement l'espace dans lequel la société civile opère.

Dans ce contexte, la Recommandation du CAD de l'OCDE sur le renforcement du rôle de la société civile dans la coopération au développement et l'aide humanitaire (2021) est plus pertinente que jamais. L'examen quinquennal constitue une base importante pour la prochaine phase de mise en oeuvre : passer d'engagements généraux à des actions plus concrètes qui renforcent la capacité de la société civile à agir en toute sécurité, de manière indépendante et efficace.

Le présent rapport propose une perspective de Forus fondée sur l'expérience propre du réseau, recueillie à travers huit « Thinking Rooms » (espaces de réflexion) organisées avec des membres d'Afrique, d'Asie, du Pacifique, d'Amérique latine, de la région MENA et d'Europe ; une enquête multilingue auprès des membres ; et un atelier final. Il s'appuie également sur des données de suivi existantes, notamment celles issues du Système de l'UE pour un environnement favorable à la société civile (EU SEE) couvrant 86 pays, ainsi que sur des données plus larges relatives à la société civile rassemblées pour l'examen quinquennal du CAD de l'OCDE.

Il explore la manière dont la société civile a vécu la mise en œuvre des trois piliers de la Recommandation et place cela dans le contexte plus large de l'espace civique auquel elle est confrontée. Les données sont organisées selon les six dimensions interdépendantes d'un environnement favorable : les libertés fondamentales ; les cadres juridiques et réglementaires ; les ressources et les sources de financement ; un État ouvert et réactif ; le discours public et les récits ; et un environnement numérique sécurisé.

2. Principaux résultats de l'étude



LES RESTRICTIONS IMPOSÉES À LA SOCIÉTÉ CIVILE SONT CUMULATIVES, MULTIDIMENSIONNELLES ET INTERCONNECTÉES.

Les contraintes juridiques et administratives, les pressions sur les sources de financement, la répression numérique et les discours qui délégitiment se renforcent de plus en plus mutuellement, entraînant une réduction cumulative de l'espace civique, même là où les droits formels restent en vigueur.



LES RISQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE SONT SOUVENT INDIRECTS ET SOUS-ESTIMÉS.

Une part importante des restrictions découle de mesures relevant de la « zone grise », telles que les obligations d'enregistrement, les contrôles des financements étrangers , les règles de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, les obligations fiscales et de déclaration, ainsi que les réglementations en matière de gouvernance numérique. Celles-ci sont souvent considérées comme des questions techniques malgré leur impact cumulatif sur l'espace civique.



LES CHOCS DE FINANCEMENT CONSTITUENT DÉSORMAIS UN RISQUE STRUCTUREL POUR L'ESPACE CIVIQUE.

Les récentes réductions brutales de financement, notamment le gel de l'aide américaine intervenu en 2025, ont eu de graves conséquences. 67 % des organisations de la société civile interrogées ont rapporté un impact direct, et 40 % ont perdu entre un quart et la moitié de leur budget.[1] Les organisations de défense des droits humains et de la démocratie ont été les plus touchées. Ces chocs transfèrent le risque aux acteurs locaux et affaiblissent les capacités institutionnelles.



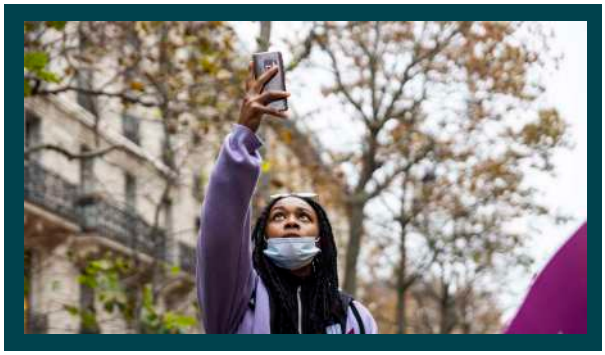
LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE FONT LA DIFFÉRENCE.

Les données recueillies grâce aux systèmes d'alerte précoce mis en place dans plusieurs pays ont déjà eu un impact concret en permettant aux organisations de la société civile de se préparer aux restrictions à venir et d'en atténuer les effets : en anticipant l'impact de la législation et en s'y préparant, en accédant à des informations permettant d'atténuer ou d'obtenir des ajustements des lois et des politiques avant leur mise en œuvre.

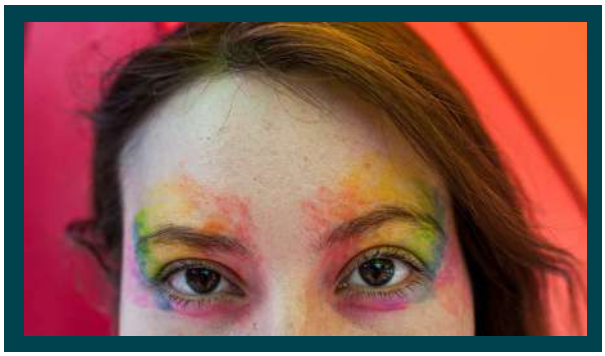
1 **Source** : https://eusee.hivos.org/document/the-impact-of-the-us-funding-freeze-on-civil-society/

"67 % des organisations de la société civile interrogées ont rapporté un impact direct, et 40 % ont perdu entre un quart et la moitié de leur budget."

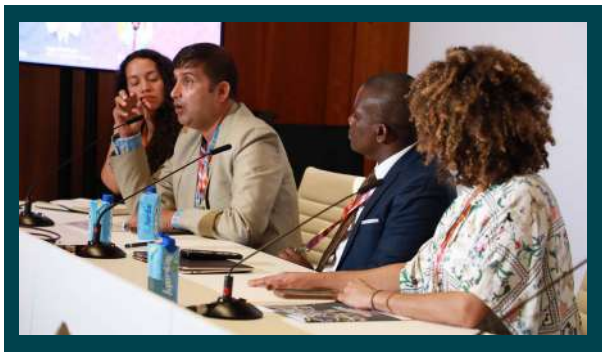
2. Principaux résultats de l'étude



L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE CONSTITUE UN TERRAIN CENTRAL DE L'ESPACE CIVIQUE.
La surveillance, les coupures d'Internet, les restrictions imposées aux plateformes et l'utilisation abusive des lois sur la cybersécurité et la sécurité en ligne sont de plus en plus utilisées pour restreindre l'espace civique, tandis que les réponses politiques restent fragmentées et lentes.



LES DISCOURS VISANT À DÉLÉGITIMER LA SOCIÉTÉ CIVILE CONSTITUENT UNE CONTRAINTE STRUCTURELLE CROISSANTE.
Les attaques publiques et les campagnes de désinformation sont fréquemment utilisées pour saper la légitimité de la société civile et préparer le terrain à des restrictions officielles.



LE PRINCIPAL ÉCART RÉSIDE ENTRE L'ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA RECOMMANDATION DU CAD DE L'OCDE ET SA MISE EN ŒUVRE.
Dans les trois piliers, la société civile reconnaît les engagements politiques mais met en évidence une mise en œuvre inégale et souvent insuffisante. Les systèmes de suivi, les mécanismes d'action précoce et la cohérence des politiques restent sous-développés.



LES RÉPERCUSSIONS VARIENT SELON LES ACTEURS.
Les organisations dirigées par des femmes, des jeunes, des autochtones, des personnes en situation de handicap, des personnes LGBTQIA+ et les organisations de base, ainsi que les défenseurs des droits humains, les acteurs environnementaux et les médias indépendants, sont confrontés à des risques disproportionnés et à un accès réduit au soutien.

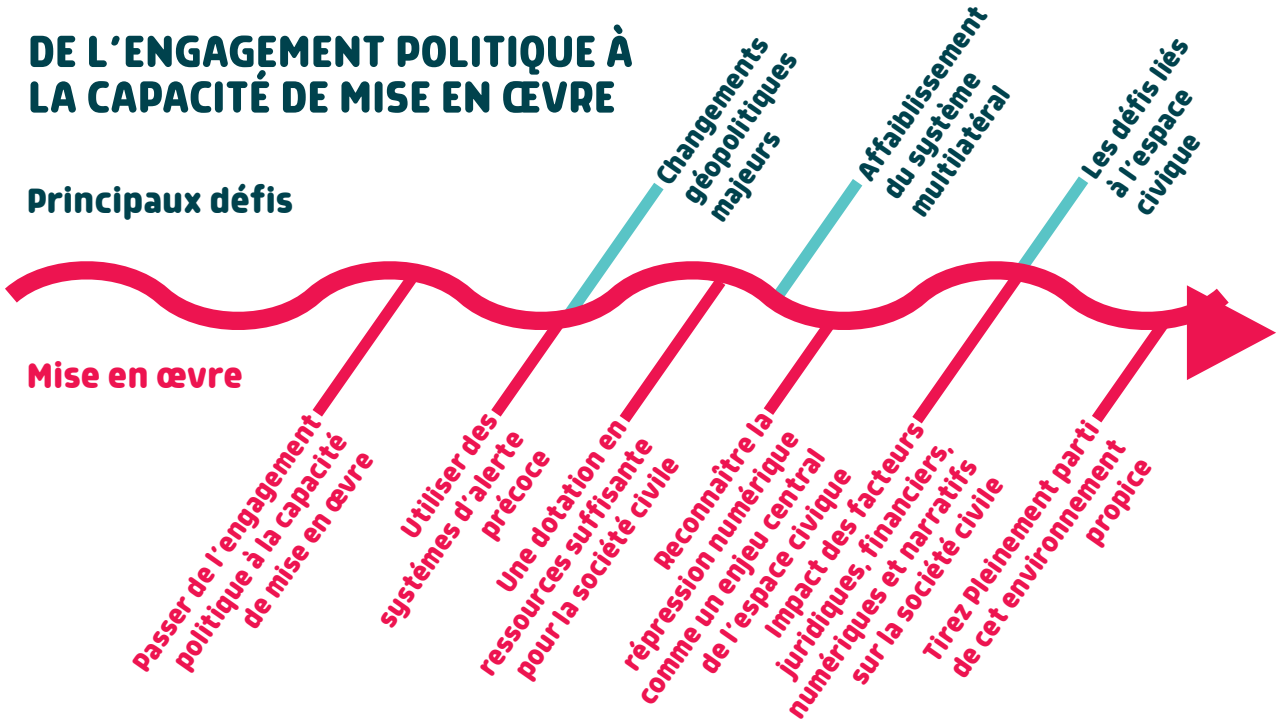
3. Implications des résultats pour la Recommandation du CAD

Pour que la recommandation du CAD puisse pleinement jouer son rôle de favoriser l'environnement de la société civile, elle doit **passer de l'engagement politique à une capacité de mise en œuvre effective.** Le principal défi n'est plus l'absence de cadres politiques, mais le manque de mécanismes opérationnels permettant de traduire les engagements en actions coordonnées. Cela implique **le recours à des systèmes d'alerte précoce associés à une action précoce coordonnée**, à des protocoles d'intervention et à un suivi systématique des risques pesant sur l'espace civique. Cela implique également **de doter la société civile de ressources suffisantes**, malgré les chocs financiers de la période récente. **La répression numérique doit être reconnue comme un enjeu central de l'espace civique,** car il a été démontré que la technologie agit comme un accélérateur des restrictions imposées à la société civile.

L'espace civique ne peut être évalué uniquement en fonction de l'existence de droits formels ou de l'analyse d'un thème isolé. Les membres du CAD doivent évaluer systématiquement l'impact combiné des facteurs juridiques, financiers, numériques et narratifs sur la capacité de la société civile à fonctionner. **L'approche** globale **de l'environnement favorable** offre un cadre efficace à cet effet.

Il est essentiel que les membres du CAD ne retirent pas leur soutien à la société civile à un moment marqué par d'importants bouleversements géopolitiques, un affaiblissement du système multilatéral et des questions qui remettent en cause l'espace civique. Les membres du CAD doivent continuer de s'engager sur cette question, sous peine de compromettre leurs engagements et leurs valeurs existant en faveur d'une société pluraliste.

"Les membres du CAD doivent évaluer systématiquement l'impact combiné des facteurs juridiques, financiers, numériques et narratifs sur la capacité de la société civile à fonctionner."



4. Domaines prioritaires d'action du CAD

Sur la base des données disponibles, sept domaines prioritaires se dégagent pour consolider la mise en œuvre de la Recommandation :

1. ADOPTER UNE APPROCHE AXÉE SUR L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR ÉVALUER L'IMPACT.



La mise en œuvre doit être évaluée en fonction de la capacité de la société civile à fonctionner en toute sécurité, de manière indépendante et avec efficacité, et non en fonction de l'existence ou non de politiques. Le cadre à six dimensions doit être intégré dans les systèmes de suivi et de prise de décision.

2. AGIR PLUS TÔT ET DE MANIÈRE COORDONNÉE.



Les membres du CAD devraient mettre en place des mécanismes allant de l'alerte précoce à l'action précoce, dotés de seuils de déclenchement clairs et de réponses coordonnées dans des délais définis, soutenus par des mandats des ambassades, des démarches conjointes, une diplomatie discrète, un soutien juridique et de protection d'urgence, ainsi que des subventions accélérées ou flexibles.

3. DOTER LA SOCIÉTÉ CIVILE DE SOURCES DE FINANCEMENT POUR SOUTENIR UNE ACTION INDÉPENDANTE ET COLLECTIVE.



Le financement fait partie intégrante de la protection de l'espace civique : il faut préserver les frais de fonctionnement, rendre le plaidoyer éligible à un financement et veiller à ne pas nuire lors des transitions**.** Les systèmes de financement doivent donner la priorité à un soutien de base prévisible, flexible et pluriannuel, réduire la charge administrative et garantir un accès équitable aux acteurs locaux tout en évitant le transfert des risques.

4. CONSIDÉRER L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE ET LA RÉPRESSION NUMÉRIQUE COMME UN ENJEU CENTRAL DE L'ESPACE CIVIQUE.



Les menaces numériques doivent être prises en compte dans tous les piliers, avec des réponses plus fermes face à la surveillance, aux coupures d'accès Internet, aux restrictions imposées par les plateformes et à l'utilisation abusive des lois sur le cyberespace.

5. SOUTENIR LES DÉBATS PUBLICS ET LES DISCOURS QUI PROTÈGENT LA SOCIÉTÉ CIVILE.



Les membres du CAD devraient soutenir les discours positifs sur la société civile et contrer la désinformation et les campagnes de dénigrement qui sapent l'espace civique.

6. MESURER LA PARTICIPATION EN FONCTION DE L'INFLUENCE, ET NON DE LA PRÉSENCE.



La participation doit être évaluée sur la base de l'influence et des boucles de rétroaction, et non de la simple présence. La contribution de la société civile doit clairement être prise en compte dans les décisions politiques et les sources de financement.

7. CONSOLIDER LA COHÉRENCE DES POLITIQUES À L'ÉCHELLE DE L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT.



Les engagements en faveur de l'espace civique doivent être intégrés dans les politiques de développement, des affaires étrangères, du commerce, de la sécurité, des migrations et du numérique afin d'éviter tout effet contradictoire.

5. Conclusion

La Recommandation du CAD de l'OCDE sur le renforcement de la société civile est plus pertinente que jamais. Cependant, les données montrent clairement qu'il existe un écart entre les engagements politiques et leur mise en œuvre concrète.

L'examen quinquennal constitue une base importante pour la prochaine phase : veiller à ce que les membres du CAD ne se contentent pas d'afficher un engagement de principe en faveur d'un environnement favorable à la société civile, mais disposent des moyens nécessaires pour le concrétiser dans un environnement mondial de plus en plus complexe.

POUR RENFORCER CETTE RECOMMANDATION, IL FAUT S'ORIENTER VERS :

- **UNE PLUS GRANDE CAPACITÉ DE MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE**
- **DES RÉPONSES PLUS PRÉCOCES ET MIEUX COORDONNÉES FACE À LA DÉTÉRIORATION DE L'ESPACE CIVIQUE**
- **L'ADOPTION DES SIX DIMENSIONS DU CADRE DE L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR COMPRENDRE L'IMPACT ET IDENTIFIER LES RESTRICTIONS INDIRECTES ET SYSTÉMIQUES**
- **UNE PLUS GRANDE COHÉRENCE ENTRE LES SYSTÈMES DE DÉVELOPPEMENT, DIPLOMATIQUES ET FINANCIERS**









Remerciements

Forus souhaite remercier les plateformes nationales d'ONG, les coalitions régionales et les partenaires de la société civile invités qui ont consacré leur temps, leur expérience et leurs éléments de preuve à cette étude dans le cadre des Thinking Rooms, de l'enquête multilingue et de l'atelier final de validation. Leurs contributions ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration de l'analyse et des recommandations présentées dans ce rapport.

Nous remercions également les acteurs et partenaires ayant contribué au suivi, à la collecte de données et à l'analyse collective produite dans le cadre du Système de l'Union européenne pour un environnement favorable à la société civile (EU SEE) et du Groupe de référence de la société civile du CAD de l'OCDE, qui ont nourri la recherche et l'analyse. Forus tient également à saluer l'ouverture et le dialogue constructif dont a fait preuve l'équipe de la Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE tout au long du processus d'examen quinquennal. Les possibilités offertes à la société civile de partager ses données, ses expériences et ses perspectives ont contribué à rendre ce processus d'examen plus inclusif et mieux éclairé. Le présent rapport est une publication indépendante de Forus ; les analyses et recommandations qu'il contient sont celles de Forus.

Ce rapport a été élaboré, rédigé et traduit par Mónica Sánchez de Ocaña et Nicole Walshe, avec la coordination du Secrétariat de Forus.

Daniël du Plessis : Designer et illustrateur

Crédits photographiques : Forus, Media Ninja, Ottawa Civic Space Summit, Forus Journalism Fellows, Sanjog Manandhar et Sebastian Barross.

This report is also available in english.
Este informe también está disponible en español.

Lisez le rapport complet

Forus est un réseau dirigé par ses membres, composé de 76 plateformes nationales d'ONG et de 8 coalitions régionales issues de tous les continents, représentant plus de 24 000 ONG actives aux niveaux local et international dans les domaines du développement, des droits humains, de la justice sociale, des questions environnementales et bien d'autres. Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD), de la Fondation de France et de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

Fondation de France

France AFD Agence Française de Développement

Funded by the European Union

Pour plus d'informations
contact@forus-international.org
www.forus-international.org

forus CONNECT SUPPORT INFLUENCE